

chambre sa déclaration ministérielle. Dans ce document le gouvernement se déclare animé du plus grand désir de suivre une politique de paix, de réformes et de progrès, de rester fidèle à l'alliance franco-russe et aux ententes avec les puissances amies, et de continuer l'exécution du programme de la précédente administration. Il y est aussi question des sacrifices qu'il importe de faire pour la marine. Si l'on a pu critiquer la situation navale, on n'a pu rien relever contre le patriotisme et le dévouement à son pays du marin français. La déclaration contient ce paragraphe : "Avant tout, la principale préoccupation du gouvernement est le vote du budget. En ce qui touche la législation sociale, le ministère ne négligera rien pour que le parlement actuel vote la loi sur les retraites ouvrières." Enfin le cabinet Briand affirme qu'il fera tous ses efforts pour le développement et le bien-être de la démocratie. Immédiatement après la lecture de ce programme, un ordre du jour de confiance fut proposé. Et au cours du débat qui suivit, M. Briand prononça un discours qui, d'après les dépêches du câble, a produit sur la députation un prodigieux effet. Le nouveau premier ministre y a mis en oeuvre toute sa merveilleuse et redoutable habileté. Il a su satisfaire presque toutes les opinions au moins pour le quart d'heure. Il a charmé et conquis la Chambre. Et le vote lui a donné 306 voix contre 46. Cette minorité se compose sans doute des catholiques, qui ne sauraient donner un blanc seing au plus perfide ennemi que l'Eglise ait vu se lever contre elle dans le Parlement français depuis trente ans. Au point de vue des idées et des principes qui nous sont chers, M. Briand sera peut-être pire que M. Clemenceau. Dans les questions religieuses, il est aussi sectaire que son prédécesseur. Moins insolent, moins arrogant, moins brutal, il est plus astucieux, plus tortueux, plus savamment et plus sournoisement persécuteur. Dans les questions sociales, s'il applique au pouvoir les doctrines naguère professées par lui, il fera courir à la société française des périls encore plus grands que ceux auxquels elle pouvait s'attendre sous le gouvernement de M. Clemenceau.